

# LA VOIX DE



# Kanaky

MAI-JUIN 2021 • N°25 • 100 F.CFP

Email : lavoixdekanaky@gmail.com - ISSN 260663239

# POINT FINAL DES ACCORDS: KANAKY

## ÉDITORIAL

**L**e FLNKS historique au nom du Peuple Kanak s'est toujours refusé de s'identifier à des systèmes de domination et d'exploitation sociale politique économique et industrielle. Il s'est toujours refusé de légitimer les structures de domination, mises en place par le pouvoir hérité de la société coloniale.

En ce mois de commémoration des 33 ans des 19 militants FLNKS d'IAAI et de nos leaders Jean Marie TJIBAOU et Yewene YEWENE sans oublier Djubeli WEA. Tous les martyrs de KANAKY, nous rappellent qu'il est important d'évoquer le passé et de le confronter avec le présent. Nous avons le droit particulier, en tant que fils et fille de KANAKY, de jeter un coup d'œil en arrière et de considérer les étapes et accords qui ont marqué notre évolution au cours de ces 33 ans d'existence et d'histoire. Jeter un coup d'œil en



arrière ne veut pas dire se détourner, bien au contraire. Nous interroger sur le passé car il est indispensable de connaître celui-ci pour bien comprendre le présent et bien se préparer à affronter l'avenir face aux enjeux qui nous attendent. Il ne faut jamais oublier que la colonisation est un programme d'Etat surtout en France. Des immeubles entiers travaillent quotidiennement à la destruction de la part d'humanité que les peuples autochtones tentent

de préserver dans l'expression de ce qui reste de leurs pratiques culturelles et sociales millénaires. En effet par l'acte de prise de possession issu de la doctrine de la découverte appliquée dans les colonies anglo-saxonnes, ces textes traduisent purement et simplement pour les peuples autochtones et en particulier pour le peuple kanak la perte de leur souveraineté internationale. Il est donc clair et net que la France pouvait selon cette

(suite page 2)

## DANS CE NUMÉRO

Éditorial.....1-2

### POLITIQUE

Comment gagner le référendum ? .....2-3

Vers une démarche écosocialiste ? .....4

### COMMÉMORATIONS

A quoi servent les commémorations .....5

### COURRIER DES LECTEURS

Adieu l'emploi local .....6

Autres problématiques .....7

### INTERNATIONAL

Wallis & Futuna sinistrée Polynésie malmenée.....7-8

La situation de W & F est extrême .....7

Le 'rayonnement' de la France en Polynésie .....8

idéologie, affirmer sa souveraineté sur le Pays Kanak qui allait devenir Nouvelle-Calédonie, « sans le consentement, préalable, libre, éclairé et en connaissance de cause », des kanak. C'est cette histoire qui nous lie à la France. Les accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa signés par les 3 partenaires, le RPCR, l'Etat Français et le FLNKS reconnaît les effets de la colonisation sur le peuple kanak et sur toutes les victimes de l'histoire, s'inscrivent dans un processus de décolonisation.

Nous sommes donc héritiers, nous, - élus (es), responsables, cadres ou simples militants vieux et jeunes - de ces années de prises de positions, de revendications qui ont été lancées par notre Peuple dans une aventure extraordinaire et complexe au nom de notre foi en l'humanité. La longue lutte de notre peuple nous rappelle qu'il est de notre devoir de nous lever et de continuer à porter le rêve inachevé de liberté d'égalité, de fraternité et de justice sociale pour tous nos enfants. Chaque structure, qu'elle soit coutumière, religieuse, politique, syndicale ou associative doit continuer à approfondir sa compréhension et prendre des initiatives dans notre société en mutation qui doit s'inscrire dans le processus de décolonisation qu'est l'Accord de Nouméa. Cela signifie combattre côte à côte avec toutes les victimes de discrimination, d'inégalité, de marginalisation, de machisme. Il est capital de renforcer les organisations en mettant ses compétences et son engagement volontaire au service des outils de lutte car la société de consommation qui prône une économie libérale et mondialisée continue à exclure et laisser tant de personnes au bord de la route.

La souveraineté du peuple de kanaky c'est la part d'humanité libérée et authentique. Ensemble nous réaliserons le rêve d'un monde plus harmonieux, de paix, un monde que tous les Peuples et Nations de la Terre se doivent de bâtir.

« Sans unité, le Peuple kanak n'a pas de futur, sauf comme perpétuelle et faible victime de l'impérialisme et de l'exploitation occidentale.

Parce que tous ceux qui aspirent à un avenir pacifique sauront qu'il n'y a pas de paix qui se construise sur le silence, le mensonge et l'injustice.

**En cette veille du 3<sup>ème</sup> référendum, le FLNKS avec le peuple kanak doit définir une véritable stratégie pour que le colonisateur qu'est la France assume sa responsabilité ... Depuis 1988, l'Accord de Matignon-Oudinot et l'Accord de Nouméa n'était-il pas un processus de décolonisation ?**

**Où en est-on de cette décolonisation ? Un bilan devait se faire par l'Etat français. Nous pouvons considérer que ce bilan n'est pas positif quand on considère l'emploi local (1 % des cadres sont kanak!) ...**

**Nous observons que la stratégie de l'Etat est loin de décoloniser : il a trop besoin de la Calédonie pour ses propres intérêts ! Il choisit de faire passer les leaders kanak pour des terroristes quand le peuple kanak doit défendre la maîtrise de ses matières premières. Il ne se décide pas depuis le 1<sup>er</sup> référendum à faire connaître ces propositions lorsque le OUI l'emportera.**

**COURAGE MON PAYS !!!  
2022 KANAKY XXCRA !!!**



## COMMENT GAGNER

### Quelques pistes et propositions

*Rappelons d'abord que le corps électoral pour participer au référendum est le fruit de nombreuses discussions avec la droite locale (à l'époque le RPCR) et l'Etat français. Citons des temps forts : Nainville les Roches en 1981, Puis la signature en 1988 des Accords de Matignon-Oudinot et l'Accord de Nouméa en 1998. Ce dernier accord a arrêté des critères très précis toujours en vigueur à ce jour. Mais certains de ces critères ont été détournés par l'interprétation de la loi organique instaurant un corps électoral « glissant », soutenu encore de nos jours par la droite locale. Malgré les difficultés de mise en œuvre de ce corps électoral, un grand merci à tous nos aînés d'avoir fait le travail.*

**N**ous savons aussi que le corps électoral ne suffit pas. Il doit être accompagné de nombreuses autres conditions à mettre en œuvre pour aboutir à l'objectif fixé. Nous n'en citerons que quelques unes

#### ◆ Faire fonctionner les institutions

On peut se réjouir qu'au sein du 17<sup>ème</sup> gouvernement, les indépendantistes soient devenus majoritaires. Il faut maintenant que le président soit désigné et les responsabilités soient réparties afin d'engager de réels changements pour le bien du pays. L'intérêt général pour tous les citoyens doit primer. De très nombreux défis sont à relever : cela va de la réforme fiscale pour booster et rééquilibrer les activités des communes, des provinces, du pays, au développement économique, à la préservation de la santé de tous, à la formation, à l'emploi, les retraites etc ...,

#### ◆ Sans attendre organiser la campagne électorale

Organiser la campagne veut dire : écouter les populations qui tous les jours agissent dans leurs quartiers, leurs tribus, favoriser leur expression, répondre à leurs questions... De simples slogans ne suffisent plus. Les populations veulent comprendre comment s'organiseront les choses : comment pourra enfin être mieux protégé l'emploi local, développer l'auto-suffisance alimentaire, dynamiser les échanges avec nos voisins, améliorer la situation des jeunes, adapter l'école, etc. Les indépendantistes doivent mieux synthétiser et montrer leurs dénominateurs communs : ce qui

# LE REFERENDUM ?

trace la route globale vers l'indépendance, et ce qu'elle sera dans ses grandes lignes. Les divergences secondaires seront ensuite tranchées, comme dans tous les pays démocratiques, par le choix des électeurs dans les urnes à chaque élection (qui seront plus sereines, la question de l'indépendance étant réglée)

Donc dès maintenant travaillons à construire l'unité sur l'essentiel, entre tous les indépendantistes.

Voter au référendum n'est pas pour choisir une personne mais pour se prononcer à la fois (et surtout) sur notre volonté commune de prendre les commandes sur notre destin et nos choix, et d'en éclairer les grandes lignes par un projet global pour la société de demain.

Tout ce travail devrait pouvoir aider à lutter contre l'abstention. Environ, les voix de 20 000 électeurs Kanak manquaient lors du 2<sup>ème</sup> référendum alors qu'il en faudrait 9000 pour faire pencher la balance pour le OUI.

## ♦ Gagner l'indépendance c'est aussi favoriser le bon déroulement d'un scrutin massif le jour « J »

Notre Pays compte 304 lieux (bureaux de vote, « BV ») où les citoyens viennent mettre leur bulletin dans l'urne. Il s'agit vraiment que toute personne concernée, en particulier les kanak 1<sup>ers</sup> occupants soient en capacité de voter, donc aient fait leur demande en mairie. Des dispositions spécifiques ont été mises en place par l'État français pour chacun des 3 référendums. Ce sont des délégués désignés par l'État dans chaque BV. Ils sont là pour superviser, contrôler mais aussi accueillir ceux qui pour diverses raisons auraient été oubliés sur la liste (les personnes de statut coutumier, les jeunes atteignant leurs 18 ans jusqu'à la



veille du référendum ...)

Pour garantir le bon déroulement du scrutin, comme pour toutes élections, dans chaque BV des électeurs volontaires dits **assesseurs** sont désignés, par les groupes politiques au Congrès. Ils sont là pour observer mais aussi faire le travail sous la responsabilité d'un président désigné par la mairie. Un délégué peut être aussi désigné par BV pour assurer le contrôle, intervenir s'il le faut auprès du président.... Tout cela est réglementé par le code électoral français.

Il est indispensable que la mouvance indépendantiste couvre tous les BV (304) en assesseurs et délégués et que ces assesseurs et délégués connaissent parfaitement en quoi va consister leur travail, leur responsabilité. N'attendons pas le dernier moment pour établir cette liste d'assesseurs et délégués militants indépendantistes.

## ♦ Préparons nous à assumer ces tâches

Quelques bilans lors des derniers référendums ont été faits. Prenons le temps de nous

en servir. Ils font apparaître de nombreux problèmes comme la non réponse à des électeurs dans les délais par le délégué de l'État ce qui fait que ceux là n'ont pas pu voter, des BV non équilibrés en nombre d'électeurs concernés par le vote surtout dans le grand Nouméa entraînant parfois des tensions, des pièces prouvant leur identité refusées alors qu'elles sont prévues par l'assemblée nationale française, des électeurs renvoyés à cause d'une tenue vestimentaire pas conforme alors qu'il est autorisé de se vêtir comme on le souhaite .....

**Assumer tout ce travail est indispensable. Nous savons tous que chaque voix compte. Restons vigilants et préparons nous pour ce 3<sup>ème</sup> référendum en étant tous soudés, les indépendantistes, nationalistes, FLNKS ou pas. Nous pourrions alors rassurer et convaincre tous les citoyens qui aiment leur pays.**



## SOYONS TOUS AU RENDEZ-VOUS LE JOUR « J » POUR LE REFERENDUM

Allons tous mettre dans l'urne du bureau de vote son bulletin « **OUI** » attention, tous ceux qui ne figurent pas encore sur les listes **générales** et **spéciales électorales** doivent faire leur démarches à la mairie de leur commune avant le **31 décembre 2021**.

**APRÈS CE SERA TROP TARD !!!**

# Vers une démarche écosocialiste ?

*Gratter, percer, raboter nos montagnes n'est pas bon pour l'environnement. Grossir les rangs des 30 000 sans emplois en privant 3000 travailleurs de leur gagne-pain n'est pas bon ni pour eux, ni pour le bien-être général et la paix sociale. Est-il envisageable de rapprocher ces voies divergentes ? 1,2 milliards de dollars vont être investis pour poursuivre l'activité de l'usine du Sud. Un petit calcul peut nous aider à visualiser ce qu'une telle somme représente. En supposant que 4 millions de CFP permettent de payer un an de salaire minimum. Le montant investi équivaut alors à 30 000 années de salaire, soit 3000 emplois pour une durée de dix ans...*



de l'usine de Goro entre autre a fait chuter le cours de 4000 \$/T, une aubaine pour acheteurs comme Tesla, un manque à gagner pour l'industrie locale.

A-t-on besoin de 4 usines pour que le pays achète à l'extérieur ce qu'il ne produit pas ? La question se pose en effet car si c'est pour acheter des bouteilles plastiques d'eau, ou des voitures de luxe, pour conserver notre record du nombre de porche par habitant. La question de l'utilité de raser les montagnes se pose sérieusement. Les inégalités dans le pays ne font que croître, tout comme le nombre de SDF, ce qui n'est pas une fatalité mais bien la conséquence de politique ultra-libérale voulu par le pouvoir en place. A ce rythme, les « riches » devront bientôt s'enfermer dans des prisons dorées, pour les très très riches c'est déjà fait ! ...

## ■ Leurs profits avant tout ?

Au lieu de penser au profit, imaginons ce qu'un tel volume de travail peut apporter au maintien ou à l'amélioration de la qualité de vie de chacun. Plutôt que d'excaver la terre, la brûler, la dissoudre pour finalement l'envoyer au-delà des mers, on pourrait par exemple planter des arbres et les transformer en matériaux de construction, accroître et varier les cultures pour approcher l'autosuffisance alimentaire, planifier de grands travaux pour bâtir le bien commun et adapter les services au pays. Mais voilà, tout cela ne rapporte pas aux multinationales et cela ne plaît pas aux adeptes du libéralisme qui se gavent au passage. Les « experts » estiment que l'usine doit rapporter entre 0,5 et 2 milliards de CFP par an, cela correspondant à 160 à 660 000

francs de richesse produite pour chacun des trois mille emplois. Un tel objectif n'est-il pas accessible en pariant sur l'inventivité, le courage et la force de travail de tous ?

## ■ Un accord politique signé oui mais...

Si on doit se réjouir de l'avancée de la droite locale en faveur d'une « démarche pays », le mérite en revient surtout aux camarades qui se sont battus pour se faire entendre. On peut aussi s'interroger sur le chemin qu'il lui reste à parcourir. Les mécanismes de la finance continuent à œuvrer pour les puissants comme le prouvent les récentes fluctuations du prix du minerai. Au moment de la crise et de l'arrêt de l'usine du Sud, la tonne de nickel a atteint 20 000 \$/T. L'annonce de la reprise

## ■ Notre espoir : La banque centrale populaire kanak

Avec la pleine souveraineté viendra la **gestion de notre monnaie**. Le problème de l'usine du sud illustre bien une fois de plus que celui qui décide, est celui qui investit. Cette monnaie permettra de répartir les richesses produites, l'Etat colonial en quelques mois va nous faire des pièces toutes neuves, insidieusement il voudrait que l'on vénère plus le dieu Dollar que nos propres coutumes. Certains, peut être atteint du syndrome de Stockholm, tombent dans le piège, mais la majeure partie des gens devrait voir dans la future gestion de notre monnaie une source de paix, d'équité, de richesses, pour une vie harmonieuse et de qualité, respectueuse de la Nature sur le long terme. 🌿

Restons un peuple debout  
en bonne santé et plein d'énergie ...

Mangeons les produits de la terre en quantité raisonnable, supprimons les boissons sucrées a nos enfants, arrêtons les consommations abusives d'alcool (tout cela fait plaisir, mais fait du mal !...) le peuple kanak est le plus touché par le diabète et beaucoup d'autres maladies dues a une mauvaise alimentation.

**CHANGEONS NOS HABITUDES !**

## La voix de Kanaky

Bimestriel • Responsable de publication :  
Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA  
CEDEX • Nouvelle-Calédonie  
Email : lavoixdekanaky@gmail.com  
Imprimé en 3000 exemplaires  
par Graphoprint • ISSN N°260663239

# A quoi servent les commémorations ?

*Le 12 janvier, l'assassinat d'Eloi MACHORO et de Marcel NONARO ; 4 mai, l'assassinat de Jean Marie TJIBAOU, de Yéyé YEWENE et la mort de Djubelly WEA ; 5 mai, l'attaque de la grotte de Gossanah et le massacre des 19 combattants ; 10 décembre, le massacre des 10 de Tiendanite, Pierre Declerq, Atai, Ouvanu, etc.*

*Les commémorations indépendantistes sont-elles semblables à celles dites officielles correspondant au calendrier de l'Etat français ? De toute évidence, non !*

*Or, plus les années passent, moins les commémorations sont célébrées. Force est de constater que ces commémorations impliquent essentiellement les militants concernés directement. Soit parce qu'ils sont des proches soit parce qu'ils sont du même parti soit parce que l'évènement a eu lieu dans la région concernée par l'évènement...*

*Et, pourtant, ces commémorations sont importantes et nécessaires... Le devoir de mémoire et le caractère pédagogique qui s'y attachent donnent un sens historique dans la perspective de construction d'une nouvelle citoyenneté.*

## ● Le devoir de mémoire

Le devoir de mémoire signifie la reconnaissance, la gratitude... l'hommage rendu. Dans la pure tradition kanak, qui pourrait être celle universelle, il est logique qu'un enfant du pays qui a assumé un rôle de portée nationale soit honoré. Les kanak s'identifient à ces personnalités comme un membre de leurs clans.

Il est admis que c'est par les divers chemins coutumiers, ces personnalités ont un lien avec la plupart des clans. Le pays étant petit, tout le monde se connaît. Le devoir de mémoire permet d'entretenir la flamme... Par leurs actions, ces personnalités ont tracé le chemin conduisant vers l'émancipation, celle de la conquête d'une certaine dignité. Les partis politiques indépendantistes, aujourd'hui, pour l'essentiel, fondent leurs politiques sur des valeurs pour lesquelles des personnalités se sont battues et sacrifiées...

## ● Le caractère pédagogique

La connaissance de l'histoire : Au-delà d'un enseignement obligatoire, celle de l'histoire de la France rabâchée dans l'enseignement, ces commé-

morations viennent combler un manque, un oubli, volontaire, du programme scolaire « instrumentalisé » pour effacer toute trace qui pourrait donner des idées néfastes aux nouvelles générations.

Une histoire vivante : contrairement aux commémorations traditionnelles « nationales », bien souvent, les commémorations s'accompagnent de témoignages de personnes

encore vivantes qui ont bien connu les personnalités en question.

## ● La contribution à la construction d'une société citoyenne en devenir...

« Qui contrôle le passé contrôle l'avenir » d'Aldous Huxley<sup>1</sup> dans *Le meilleur des mondes* (1931) et « Le passé doit conseiller l'avenir » de Sénèque<sup>2</sup> dans *Les lettres à Lucilius*, LXXXIII - env. 64 ap. J.-C.

« Un peuple qui ne connaît son passé, ses origines et sa culture ressemble à un arbre sans racine » de Marcus GARVEY<sup>3</sup>.

Ce sont des citations célèbres de personnalités célèbres et on peut noter d'autres encore pour marquer le lien vital entre l'histoire, passée, le présent et l'avenir. Ainsi, les commémorations constituent un des socles de ce lien...

On sait également que l'histoire et les commémorations permettent de ne pas réitérer les erreurs du passé... en particulier des passés douloureux, dramatiques et sinistres.

L'histoire dont les commémorations devront être le socle commun des citoyens de demain...



1 - Ecrivain prolifique, l'Anglais Aldous Huxley (1894-1963) a laissé une œuvre considérable et variée, reflet de ses interrogations sur l'homme et sa place dans le monde. Humaniste critique (Contrepoint, 1926), puis utopiste inquiet (Le Meilleur des mondes, 1932), il s'intéresse ensuite aux philosophies orientales (La Paix des profondeurs, 1936), au mysticisme (La Philosophie éternelle, 1948)

2 - Sénèque est le représentant le plus célèbre de la philosophie stoïcienne antique, qui enseigne à vaincre les craintes et les passions pour obtenir la paix de l'âme. Ses sentences et préceptes de vie ont beaucoup inspiré les penseurs occidentaux, comme Montaigne.

3 - Marcus Mosiah Garvey, né le 17 août 1887 à Saint Ann's Bay, Jamaïque, et mort le 10 juin 1940 à Hammersmith, Londres, est un militant noir du XX<sup>e</sup> siècle, considéré comme un prophète par les adeptes du mouvement rastafari, d'où son surnom « Moses » ou « The Black Moses »

## ADIEU L'EMPLOI LOCAL !

L'emploi local est né avec l'Accord de Nouméa en 1998. Nos élus politiques de tout bord ont mis 12 ans pour le secteur du privé et 18 ans pour le secteur du public après cet accord pour enfin créer et voter des lois de pays mais qui se sont avérées dans leurs pratiques sur le terrain protecteur pour les enfants du pays dans les recrutements. Et pourtant, l'emploi local était l'une des conditions sine qua non à la signature de l'Accord de Nouméa comme la citoyenneté ou le corps électoral qui sont d'ailleurs liés. (cf discours de Pierre FROGIER (Jo. AN, Cr 06 Juillet 1998) (...)) Quant aux dispositions du document d'orientation relatives à la citoyenneté, au corps électoral ou encore à l'emploi local, elles sont inspirées du même souci de l'avenir. **Sans elles, l'accord n'aurait pas été possible. (...).**

Mais voilà au fil du temps écoulé ces textes sont devenus des armes contre les locaux. Les immigrés, des citoyens français qui ne détiennent pas la citoyenneté calédonienne ou des étrangers ont trouvé une solution pour balancer les enfants du pays qui ont le courage de s'exprimer, de

se défendre dans leur pays, de dénoncer des recrutements par politicien copinage, par favoritisme : ils portent désormais plainte pour injure publique, diffamation pu-



blique, provocation à la haine ou à la violence publique en raison de l'origine, l'ethnie, le métier, la race ou la religion par parole, écrit ou moyen de communication du public par voie électronique ou encore dénonciation calomnieuse.

Un cas concret de recrutement par politicien-copinage s'est produit dernièrement : un ancien président du congrès, sur le poste de directeur des ressources humaines au congrès de la Nou-

velle-Calédonie, institution où les élus politiques ont voté à l'unanimité les lois sur l'emploi local a porté plainte contre le syndicat Solidarité NC composé de centaines de citoyens calédoniens qui a eu le courage de dénoncer haut et fort et aux yeux du grand

interrogés avec insistance, voire harcelés presque pour s'avouer racistes. Le résultat réel de la loi sur la protection de l'emploi des locaux s'est transformé en protection des non-citoyens ou des étrangers.

Maintenant, est-ce que la solution pour les enfants du pays va être de porter plainte contre les politiques qui fraudent les lois ?

Et bien non, les enfants du pays ne pourront pas, car les lois sur l'emploi local sont inapplicables juridiquement et ne les protègent AUCUNEMENT à l'heure actuelle, et cela depuis le début !

Par contre, si nos élus politiques de tout bord prenaient leurs responsabilités qu'ils avaient imposées en 1998, ils modifieraient les 2 textes sur l'emploi local (cf rapport du 12 juin 2019 de Mme Dominique Burguière destiné à tous les élus indépendantistes du congrès)

En conclusion, il resterait aux élus de faire encore une chose, créer un texte de loi permettant aux citoyens calédoniens de pouvoir les révoquer de leur mandat d'élu par une pétition où un référendum révocatoire. 

Dominique Burguière.

### BULLETIN D'ABONNEMENT / REABONNEMENT à LA VOIX de KANAKY

Date : .....

**Notre journal ne vit que par les abonnements et vente à la criée en Nouvelle Calédonie – merci pour votre contribution**

Envoyer ce bulletin avec le règlement à ELAN DES CONQUES BP 14 948 - 98803 NOUMEA CEDEX NOUVELLE-CALÉDONIE.

Nouvelle Calédonie (cocher) :

☐ 6 numéros (1an) : **1 000 FCFP**

☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : à partir de **3 000 FCFP**

France, Dom-Tom, Etranger (cocher) :

☐ 6 numéros (1an) : **10 €**

☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : à partir de **30 €**

**Banque : SGCB Compte : 18319 06711 43116927013 46**

**IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346**

Je fais mon paiement par : ☐ Espèce ☐ Virement bancaire sur le compte SGCB ci-dessus. ☐ Chèque à « Elan des Conques »

Adresse d'envoi des journaux :

☐ par e-mail ☐ en format papier ☐ ou les 2 modalités d'envoi

NOM/STRUCTURE : ..... PRÉNOM : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : ..... Pays : .....

Contact : Tél : ..... Email (envoi possible .pdf): .....

## Autres problématiques liées à l'emploi local :

Pour garantir l'emploi local, c'est vrai, l'aspect juridique est très important, la révision de la réglementation aussi, mais ces problématiques mériteraient encore d'être accompagnées de beaucoup d'autres dispositifs comme par exemple :

- Limiter les appels à candidatures par internet au niveau de la France et de l'étranger aux seules compétences qu'on ne trouve pas localement
- Favoriser l'emploi des jeunes sans que systématiquement les appels à candidature soient accompagnés de conditions telles que « avoir 5 ans d'expériences »
- Faire fonctionner un observatoire de tous les jeunes locaux en formation hors de la NC avec connaissance des filières préparées, des diplômes obtenus, dates de fin de formations etc, afin que ces jeunes soient placés sur des postes à pourvoir en NC
- Cet observatoire devrait étendre son travail pour connaître toutes personnes sans emploi obtenant un niveau de qualification, un diplôme en NC
- Faire sauter le verrou qui fait que seuls les cadres d'État peuvent être placés sur tous les emplois régaliens, tout en accompagnant les licenciés à réussir le concours d'entrée dans les écoles nationales préparant à ces postes régaliens, à l'enseignement etc....

Pour ce dernier dispositif, revenons à l'esprit et à la lettre de l'accord de Nouméa voté le 5 mai 1998.

Dans le préambule on peut lire au point 3.3 « les compétences régaliennes »

« La justice, l'ordre public, la défense et la monnaie (ainsi que le crédit et les changes) et les affaires étrangères (sous réserve des dispositions du 3.21) resteront de la compétence de l'État jusqu'à la nouvelle organisation politique résultant de la consultation des populations intéressées .

**Pendant cette période, des néo-calédoniens seront formés et associés à l'exercice de responsabilité dans ces domaines, dans un souci de rééquilibrage et de préparation de cette nouvelle étape »**

En 2021 , où en est-on de ce portage par les populations locales des compétences régaliennes ? Rien n'a été fait !

Toutes ces problématiques pourront disparaître lorsque le pays sera totalement indépendant car l'accès à un emploi pourra être un droit constitutionnalisé.

## INTERNATIONAL

### Wallis & Futuna sinistrée, Polynésie malmenée : Les conséquences de la mainmise de la France...

#### ■ La situation de W & F est extrême.

Ce pays, avec ses deux peuples cousins, est gravement sinistré, menacé de disparition démographique, sous l'œil impavide d'une France dont la présence est plus un frein qu'un moteur. Le PIB par habitant est égal au tiers de celui de la Nouvelle-Calédonie, et proche du dernier des outre-mer, Mayotte.

L'indice des inégalités (« Gini ») est le pire des outremers, dépassant même légèrement Mayotte cette fois. Le taux d'activité de la population est également le plus faible de tous les outremers.

W & F a perdu 4 000 habitants en 16 ans, soit plus d'un quart du total : ils ne sont plus que 11 000 en 2020 ! A ce rythme, il n'y aura plus personne d'ici 15/20 ans, à part quelques personnes âgées !! Un crève cœur intégral ...

Chaque année, 300 jeunes sortent de l'école, mais 15 emplois sont créés : les trois quarts des actifs, déjà peu nombreux, sont dans l'administration. Les jeunes partent, les femmes découragées et auparavant très fécondes ont très peu d'enfants : 1,75 en moyenne.

S'il ne reste plus « d'indigènes » à W & F, la

France en fera peut-être une simple base militaire pour garder son « rayonnement » dans le pacifique ?? Après tout, c'est bien là l'essentiel de ses préoccupations.

**La catastrophe sanitaire actuelle est le dernier épisode en date**, et des plus navrants, de la responsabilité de la France (investigation « en cours »...), laquelle se voyant responsable, a délégué d'urgence une équipe médicale ... qui a déposé le Covid à La Tontouta en passant !! 8 morts en moins de 2 mois, c'est un record pour 11 000 habitants.

**Ce tableau fort sombre mais réaliste, est le résultat d'une tutelle nocive de la France**, mais aussi de l'inertie des autorités habilement ficelées par leur colonisateur.

La France, 6<sup>ème</sup> puissance mondiale, tient les rênes et n'a jamais voulu développer sérieusement une quelconque activité économique ; ce qui, pour le nombre d'habitant, ne lui aurait pourtant guère été difficile.

Les chefferies traditionnelles sont soigneusement courtisées, leurs dirigeants reconnus et payés. Le sentiment dominant est alors celui d'un syndrome de Stockholm local : l'otage sympathise avec son kidnappeur pensant ainsi éviter le pire. Car celui-ci, à défaut de lui laisser la liberté de vivre et se développer par lui-même,



Collecte pour la "Boutique sociale" à W & F  
"C'est pas nos petits paniers alimentaires  
ni les paniers vestimentaires qui vont va  
à bout de ce problème.  
Il faut mener un travail de fond"

lui assure sa survie, accepte ses traditions, et impressionne par sa force au point de se sentir impuissant à agir par soi-même.

**Du coup, le mouvement d'émancipation vient des jeunes établis en Calédonie.** Parions (et espérons pour eux) qu'il va finir par impacter positivement leur pays d'origine. Cette jeunesse est instruite, et au contact ici d'un développement endogène poussé par la revendication autochtone locale. Si le mouvement est presque insolent par rapport à l'habitude d'assistanat et de soumission ancienne, il reste encore intrinsèquement timide.

Mais l'effort est remarquable, car il rompt, malgré les réticences de leurs aînés au pays, avec leur « amour à sens unique » (dixit M. Vaimua) pour nos conservateurs locaux, par trop assis sur des privilèges établis, à l'image d'une France qui détruit leur pays d'origine. CQFD. 

## ■ Le 'rayonnement' de la France en Polynésie



a éclaboussé tout le pays, et jusqu'à sa capitale Papeete : sa radioactivité mortelle, longtemps sous-estimée, cachée par la France vient d'exploser au nez du colonisateur, grâce à une courageuse enquête de plus de 2 années menée par le média d'investigation en ligne « Disclose », et

publiée ce 9 mars 2021. (taper « Mururoa Files » sur Internet ou lire le livre -image ci-contre). Ces révélations ajoutent à l'exaspération des populations quant à la tutelle française, intéressée et pour le moins déphasée des intérêts des polynésiens. Car ils bataillent, ces cousins du pacifique qui ont la chance pour cela d'être ouverts au monde via le tourisme ; chance bien aidée par

leur travail et par un magnifique pays, en nature comme en culture.

Mais là encore, ce ne sont pas les contraintes et les contradictions des diktats métropolitains sur le Covid qui les ont aidés !

Du coup, même l'éternel autonomiste Gaston Flosse s'est récemment mué en indépendantiste farouche : « *l'autonomie est arrivée à ses limites* », a-t-il déclaré. Il souhaite désormais que la Polynésie devienne un « *État souverain associé à la France* ». Là encore : CQFD. 🐟

## Interview de Léonie Tanggahma par le chargé des relations extérieures du FLNKS



Nduga et Intan Jaya sont deux régions particulièrement touchées par les attaques et les bombardements de l'armée indonésienne depuis 2019, provoquant la fuite des habitants qui deviennent des déplacés internes, des réfugiés dans leur propre pays. Ici, ils reçoivent de l'aide de l'église à Bilogai. (Source : Suara Papua)

**Mickaël : Peux-tu te présenter pour la voix de Kanaky ?**

**Léonie Tanggahma :** Je suis membre du Mouvement pour une Papouasie libre (OPM-FPM), basée aux Pays-Bas.

**Mickaël : Nous suivons l'actualité d'ici au Pays Kanak et nous constatons une forte oppression de la puissance coloniale indonésienne ces dernières semaines, pouvez-vous nous en dire un peu plus ?**

**Léonie :** Pour expliquer la situation des dernières semaines, il faut rappeler qu'à partir de 2018 il y a eu une montée progressive des tensions et des conflits armés entre les soldats de l'Armée de Libération nationale de Papouasie occidentale (la TPNPB) qui est le bras armé du Mouvement pour une Papouasie libre (OPM) et les forces de l'ordre indonésiennes. Le 25 avril 2021, le principal responsable des services de renseignements indonésiens dans la province de Papouasie est tué lors d'une embuscade dans le district de Pountchak en Papouasie. C'est la première fois qu'un officier d'un tel grade est tué par la TPNPB. Lorsque le président indonésien a annoncé la mort du général de brigade, il a ordonné l'arrestation des rebelles armés, mais il a aussi juré vengeance. De plus, le président de l'assemblée consul-

tative du peuple indonésien (MPR) a tenu les propos suivants : « Détruisez les tous ! Nous discuterons plus tard des droits de l'homme ». Le lendemain des troupes additionnelles se déplaçaient en direction de la Papouasie, région la plus militarisée de l'archipel. Mardi 27 avril, les forces indonésiennes ont attaqué quatre villages papous par voie aérienne à l'aide d'hélicoptères, pendant trois heures. Les habitants de ces villages du district de Pountchak (Tegelobak, Misimaga, Efesusu et Upaga) ont fui vers deux villages voisins en raison de ces attaques aériennes de l'armée indonésienne visant à capturer les troupes du TPNPB dans la région qui agissent sous la direction du leader papou Lekagak Telenggen. L'escalade de ce conflit armé va provoquer un très grand nombre de personnes déplacées dans cette région des hauts plateaux du centre de la province papoue ; les attaques précédentes par les forces indonésiennes avaient déjà résulté en des milliers de personnes déplacées, mais nous nous attendons à une catastrophe humanitaire à plus grande échelle dans les semaines et mois à venir.

**Mickaël : Quelle est votre stratégie au niveau régional et international suite à cette situation critique en termes de lobbying et de diffusion de l'information pour dénoncer cette situation ?**

**Léonie :** Une solution digne et équitable à ce conflit qui dure depuis presque soixante ans doit être trouvée le plus tôt possible pour sauver des milliers de vies papoues. Au niveau régional et international, nous demandons l'appui des gouvernements pour qu'ils encouragent et/ou fassent pression sur le Gouvernement indonésien pour qu'il négocie une solution acceptable avec l'OPM. Ces négociations



Prise de vue d'une vidéo TikTok d'un soldat indonésien partagée sur les réseaux sociaux qui montrent les attaques aériennes récentes sur les villages à Pountchak. « Kita basmikan OPM » veut dire : « Nous réduisons l'OPM à néant ». (Compte TikTok @Luksandi18).

doivent se faire par médiation internationale ; une partie neutre doit intervenir parce qu'il s'agit d'une question internationale et non d'un problème interne à l'Indonésie. Un dialogue interne n'est pas acceptable.

Le Groupe du Fer de Lance Mélanésien ainsi que le forum des Iles du Pacifique peuvent jouer un rôle dans ces efforts que nous menons, mais il s'agit aussi de rappeler à certains pays leur part de responsabilité dans notre situation aujourd'hui, tels que les Etats-Unis et les Pays-Bas, ainsi que toutes les autres parties prenantes dans notre région du monde.

**Mickaël : Vous suivez également l'actualité de Kanaky, quel est votre point de vue de la situation action avec la phase finale de l'accord de Nouméa ?**

**Léonie :** En effet, nous avons suivi de très près la situation en Kanaky lors des deux premiers référendum qui ont démontré que le désir de se libérer du joug colonial est encore très ardent. Nous avons aussi pu observer le degré de consistance dans la direction choisie par les chefs politiques kanak à travers les décennies, et c'est pour cela aussi que nous pensons qu'il sera bien de maintenir cette consistance politique : aller jusqu'au bout de l'accord et ne pas adopter une voie différente qu'une partie externe pourrait conseiller ou imposer. Aller jusqu'au bout, et ensuite, voir s'il faut prendre une autre direction, mais pas avant la fin de l'Accord. 🐟

**La lutte continue**